

# LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

(Voir en pages 4 et 5).

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

A partir du  
mercredi 29 novembre 1967

**VOIX OUVRIERE**

sera hebdomadaire

sur huit pages au prix de 1 F

Abonnement six mois ..... 15 F

» un an ..... 25 F

Soutien : 50 F.

Voir page 8



## VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 31 Oct. 1967 — N° 91

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

## VIVENT LES OUVRIERS DU MANS

La radio, la presse, ont fait état la semaine dernière des manifestations du Mans. Pendant plusieurs heures, les ouvriers de différentes usines dont Renault se sont battus avec les CRS et ont marché sur la Préfecture, alors que la manifestation était interdite. La grève avait été totale, et les ouvriers ne se sont pas contentés de piétiner sur place aux cinq points de manifestation qu'on leur avait autorisés à la périphérie de la ville. Boulons contre grenades lacrymogènes, poings nus contre casques et matraques, foule civile contre voitures blindées, la télévision en a montré les images.

Et les ouvriers se sont battus, le Préfet a tremblé et le pouvoir s'est inquiété. Qu'arrive-t-il aux ouvriers ? Pourquoi ne sont-ils plus pacifiques ?

Ce n'est pas par hasard que ce soit en province qu'une manifestation ouvrière de cette nature ait eu lieu.

Déjà, le samedi d'avant à Montpellier, la manifestation contre la guerre du Viet-Nam, pacifique dans tout le reste du pays, s'était transformée en marche sur la Préfecture. A Mulhouse, c'est une manifestation contre les licenciements qui prit le même chemin et la même tournure.

C'est qu'en province, par rapport à Paris, les ouvriers sont plus proches des paysans. Les luttes de ces derniers n'ont pas été sans influencer les travailleurs qui se sentent solidaires d'eux, et qui ne sont ni moins mécontents, ni moins décidés, ni moins courageux.

L'exemple des paysans fait ce que les organisations ouvrières ne font pas. L'exemple des paysans montre que la « persévérance calme », comme l'écrit « l'Humanité », ne sert à rien ; à la suite des paysans, les ouvriers ne croient plus au bulletin de vote pour changer leur sort ; et s'ils prennent le chemin des préfectures la trique à la main et le boulon en poche, c'est parce que les Préfectures symbolisent le pouvoir.

De Gaulle ne peut pas s'en étonner, lui qui est venu au pouvoir appelé par les insurgés du 13 mai à Alger.

Depuis des années, les organisations ouvrières, les grands syndicats, n'organisent que des luttes partielles, des manifestations qui ressemblent à des kermesses et des dépôts de motions au CNPF ou à l'Assemblée ; en un mot, des luttes où les travailleurs ne montrent pas leur force, ne se font pas craindre, pas même respecter. Ce n'est pas comme cela que l'on peut faire céder le pouvoir et le patronat ; et ni l'un ni l'autre n'ont cédé sur les revendications essentielles des travailleurs.

Les organisations ouvrières se réfugient derrière ce qu'ils appellent la « manque de combativité » des travailleurs. Or, des événements comme Montpellier, Mulhouse et Le Mans montrent que les ouvriers ne manquent pas de combativité, puisqu'il a suffi de l'exemple des manifestations paysannes pour que les travailleurs

fassent sentir le goût de leur colère aux C.R.S. et aux autorités, malgré le frein de leurs propres organisations.

Quel poids aurait la classe ouvrière si, partout en même temps, elle faisait sentir sa force et si, dans la rue, elle se retrouvait aux

côtés des paysans. Il n'y aurait pas à attendre des années pour changer de régime. Les « démonstrations » pacifiques et larmoyantes ne servent à rien. A quoi bon pleurer « Charlot des sous » si l'on n'est pas capable de les exiger.

Au Mans, les ouvriers ont manifesté malgré l'interdiction qui leur en était faite et malgré les C.R.S., leurs grenades lacrymogènes et leurs voitures blindées.

Au Mans, les ouvriers n'ont pas défilé pacifiquement, ils se sont battus.

Au Mans, les ouvriers ont pris le chemin de la Préfecture, symbole du pouvoir.

Au Mans, la manifestation ouvrière a ressemblé à une manifestation paysanne.

Vivent les ouvriers du Mans !

Editorial des bulletins d'entreprises

## LA MANIFESTATION DU 21 OCTOBRE A PARIS

Le 21 octobre, des dizaines de milliers de Parisiens ont manifesté contre la guerre du Vietnam. Combien furent-ils à défilé de la Place de la République à celle de la Bastille ? Trente mille ont dit les services de la préfecture, trente-cinq mille affirmait le journal « Le Monde », cent mille déclaraient les organisateurs. Le succès, de toute façon, quant à la participation, était incontestable, et il y a longtemps qu'une telle manifestation, sur un thème purement politique, n'avait eu lieu dans la capitale.

Au même moment, à Londres, à Stockholm, à Tokyo, à Belgrade, à Amsterdam, etc, se déroulaient d'autres manifestations. Au même moment surtout, à Washington, malgré un gigantesque déploiement de policiers, de parachutistes et de gardes nationaux, des Américains manifestaient aussi contre la politique de leur gouvernement. Du coup, ici, l'expression d'une solidarité avec le peuple et les combattants vietnamiens prenait ce jour-là, tout son sens.

Car c'est bien cette solidarité que l'énorme majorité de ceux qui sont descendus dans la rue ont entendu ainsi montrer.

Il est vrai que la plupart des manifestants se contentait de scander l'inoffensif « Paix au Vietnam ». Il est vrai aussi que, à l'observateur qui voyait passer

une foule bon enfant, rien n'indiquait une communion particulière avec les combattants vietnamiens. Et on peut aisément souligner l'abîme qui existe entre la lutte désespérée d'un peuple qui combat pour sa liberté depuis 20 ans et notre promenade pacifique dans les rues de Paris.

Suite page 2

## MOYEN-ORIENT QUI MÈNE LES JUIFS D'ISRAËL AU MASSACRE ?

La fin de l'« Eilat », le bâtiment de la Marine de guerre israélienne, coulé par des unités navales égyptiennes, et le bombardement à titre de représailles des raffineries de Suez par l'artillerie israélienne viennent, quatre mois après la guerre éclair, de remettre au premier plan la situation explosive du Moyen-Orient. Il sera sans doute impossible de déterminer les conditions exactes qui ont entraîné la destruction de l'« Eilat », mais le fait qu'il se trouvait ou non dans les eaux territoriales égyptiennes n'a que peu d'importance.

Ce qu'il faut noter c'est que la présence du navire devant Port Saïd, c'est-à-dire la seule partie du Sinai encore tenue par les Egyptiens, tout comme l'entrée en action des batteries israéliennes contre Suez, s'inscrivent clairement dans la politique définie par le général Moshé Dayan, ministre des armées, et qui se résume dans l'affirmation générale qu'Israël est le plus fort des Etats de cette région, qu'il le restera et qu'il entend le montrer à chaque occasion.

Mais si la deuxième campagne du Sinai a été une victoire écrasante pour l'armée israélienne, pour la population juive d'Israël, elle n'a rien résolu.

Suite page 3



## LES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE DU VIETNAM

20.000 hommes en état d'alerte, policiers, gardes nationaux, troupes fédérales et anciens parachutistes vétérans de la guerre du Vietnam, telle fut la réponse déterminée et armée de Johnson à ceux qui, sur le sol américain, tentèrent samedi et dimanche de protester contre la sale guerre. La marche symbolique sur le pentagone ne pouvait, ne serait-ce que quelques minutes, paralyser la machine de guerre US, mais elle avait le mérite d'indiquer clairement ce que voulaient les pacifistes. En fait c'est la Maison Blanche qui a répondu, car si la guerre est le fait des militaires, ce sont les civils qui la décident et pas n'importe quels civils. Le gouvernement des Etats-Unis a donné publiquement sa réponse : sur son ordre, un bombardement sans précédent de la ville d'Hanoi et de sa banlieue a été entrepris.

Suite page 2

# La manifestation du 21 Octobre à Paris

Suite de la 1<sup>re</sup> page

C'est pourtant cette solidarité que cette foule a exprimé quand même, ne serait-ce que par sa seule présence dans la rue ce jour-là. Car ceux qui ne veulent que la paix, à n'importe quel prix, au Vietnam ou ailleurs — fût-ce à celui de la liberté des Vietnamiens — ceux-là ne descendent pas manifester, mais restent chez eux.

Certes, la plupart de ceux qui manifestaient, ne savaient pas dire clairement pourquoi ils le faisaient. Mais c'est parce que les organisateurs — et en premier lieu le P.C.F. — n'avaient nullement pour objectif de traduire la

grand souci, le 21 octobre, était justement d'empêcher qu'une voix discordante, même faible, puisse se faire entendre.

Aussi les organisateurs, pour l'essentiel représentants du P.C.F. ou des organisations qu'il contrôle (Mouvement de la Paix, C.G.T., etc.) demandèrent lors des réunions préparatoires à ce qu'aucun sigle d'organisation n'apparaisse sur les banderoles, (décision que d'ailleurs les organisations qu'ils représentaient ne respectèrent en aucune façon).

Ainsi, lors de la manifestation elle-même, leur service d'ordre essaya de faire pression afin que les manifestants qui s'étaient

Certes, derrière les drapeaux F.N.L. et les banderoles que portaient les gens du C.V.N., il y avait bien des militants de groupes d'extrême-gauche qui ne partageaient nullement la façon qu'a le Comité d'envisager le soutien au peuple vietnamien, et qui ne sont pas d'accord sur tous les mots d'ordre. A commencer par les militants de **Voix Ouvrière**.

Mais il était important que dans une telle manifestation, tous ceux qui voulaient proclamer leur solidarité avec les Vietnamiens puissent venir le dire, et le dire comme ils l'entendent. C'est ce droit, le droit de crier « F.N.L. vaincra » ou « Victoire pour le

# Les Etats-Unis et la guerre du Vietnam

Suite de la 1<sup>re</sup> page

Depuis une semaine les raids succèdent aux raids, tous plus meurtriers les uns que les autres. Roquettes, bombes à billes, missiles à fragmentation, il s'agit moins de détruire que de tuer.

Puisque les usines s'enterrent, puisque les routes se déplacent, puisque les ponts se reconstruisent, alors, il faut frapper de terreur la population civile. Et la fable des bombardements exclusivement stratégiques est sans hésitation repoussée. On fait la guerre ouvertement. A cet égard la destruction de la centrale thermique de Hanoï est moins significative que ces cadavres déchiquetés par les cubes d'acier des missiles ou transpercés par les billes meurtrières des bombes. Ces cadavres que l'on a ramassés au bord du lac, la promenade traditionnelle des habitants de la capitale Nord-Vietnamienne.

Et la presse occidentale de s'étonner : comment Johnson ne comprend-il pas qu'il est en train de ruiner sa popularité et de compromettre son élection. Pourquoi cette obstination dans la guerre, alors que, des Nations Unies au Vatican, en passant par la France, des voix autorisées s'élèvent pour déplorer cette triste situation. Sensible au moindre propos d'un Mac Namara ou d'un Bob Kennedy, la presse bien pensante comptabilise les « oppositions officielles », s'efforce d'étiqueter les « durs » et les « mous » de cette guerre regrettable et sourit aux naïves protestations des marcheurs de la paix, ces idéalistes qui n'ont pas compris que l'avenir de la guerre se jouera aux prochaines élections présidentielles en Amérique, dans le premier pays démocratique du monde. Alors il faudra « bien voter » et c'est dans les urnes que se décidera le sort du monde. Ce tableau idyllique ne fait que révéler l'incurable bêtise de ses auteurs.

Le « démocrate » Johnson élu contre le « fasciste » Goldwater partisan de la guerre totale au Vietnam, au grand soulagement de la presse bourgeoise et stalinienne, n'a pas changé de politique. Serviteur efficace de l'impérialisme américain, il s'est au contraire montré remarquablement conséquent. Reprenant à

son compte la politique du républicain Eisenhower et du démocrate John Kennedy, il a poursuivi cette guerre du Vietnam que les autres avaient commencée. L'escalade au Vietnam n'est pas son œuvre personnelle, c'est la conséquence logique et stratégique d'une guerre « impossible », d'une politique qui se refuse désormais au moindre recul.

Par ses buts et par ses formes, l'escalade au Vietnam est la suite de la tentative de débarquement dans la Baie des Cochons commandée par le très libéral, le très regretté John Kennedy, c'est la politique de l'impérialisme américain, une politique qui ne figure dans aucun programme électoral, qui ne s'élabore pas à l'occasion des élections présidentielles, mais qui se décide à Wall Street, dans les Etats-majors permanents des grands monopoles US. Et l'Américain moyen, en toute démocratie, n'y peut rien.

Quand un homme politique est usé et c'est probablement le cas de Johnson, l'impérialisme américain n'en est pas pour autant affaibli, il a d'autres hommes à sa disposition, d'autres hommes capables de faire illusion et de s'imposer à l'opinion publique. Au besoin on leur fabriquera de toute pièce un passé d'homme de gauche. C'est le jeu que joue actuellement Mac Namara ou Dean Rusk ou même le tout puissant Rockefeller.

Et si un récent sondage d'opinion révélait que le nombre d'Américains opposés à la guerre du Vietnam a presque doublé en deux ans (il est passé de 24 % à 46 % dans le même temps que les partisans de l'intervention chutaient de 61 % à 44 %) il serait faux et criminel d'en conclure qu'il suffit d'attendre les prochaines élections pour comptabiliser ce changement à travers un changement non moins radical de politique au Vietnam.

Quel que soit son programme et quelle que soit son étiquette, le nouveau Président des Etats Unis mènera, comme ses prédécesseurs, la politique conforme aux intérêts immédiats et lointains de l'impérialisme US. Cette politique passe par le maintien de la présence US au Vietnam, quels que soient les risques que cette guerre fait courir à la sécurité du monde. L'impérialisme US a choisi et toute sa politique le prouve de ne plus reculer, s'il s'obstine dans ce choix, c'est la 3<sup>e</sup> guerre mondiale qui est au bout de la guerre du Vietnam.

Mais si la paix ne sortira pas des urnes aux USA, elle peut par contre sortir de la détermination et de la volonté des Américains de voir cesser cette guerre. Ils étaient 100.000 à Washington dimanche 24 octobre, c'est peu, mais si la lutte se généralise, si elle fait corps avec celle des noirs, si elle se trouve ses propres moyens d'expression, alors la bourgeoisie US risque de voir s'allumer sur son propre sol un second Vietnam, infiniment plus dangereux pour elle que le premier.

Michèle TOURNY.



Vietnamiens et Américains côte-à-côte.

pensée réelle de ceux qu'ils ont mobilisés.

Bien au contraire, ils tenaient surtout à donner à la manifestation un caractère pacifiste de bon aloi. Pour le P.C.F., il s'agit de définir une politique qui soit susceptible de rallier certaines fractions de la bourgeoisie. Au Vietnam, celle-ci peut tolérer que l'on dise rechercher la fin des combats — de Gaulle lui-même le demande bien — elle n'accepterait certainement pas que l'on soutienne le Vietcong. Le P.C.F. ne l'accepte donc pas non plus.

Mais le P.C.F. sait tout de même fort bien à quoi s'en tenir sur les véritables sentiments de ceux qu'il rassemble. Et son plus

rangés derrière le Comité Vietnam National (comptant pourtant parmi les organisateurs officiels de la manifestation) se fondent anonymement dans le reste de la foule.

Il y eut même quelques bousculades et quelques tentatives pour scinder le groupe compact qu'ils formaient. Hélas pour le service d'ordre stalinien, ce groupe était fort de 1 500 à 2 000 personnes. Le P.C.F. ne pouvait pas penser l'expulser de la manifestation à moins d'accepter de déclencher une gigantesque bagarre. Politiquement, ce n'était pas possible. Le Comité Vietnam National fut présent jusqu'à la Bastille.

Vietnam », que ceux qui se rassemblèrent derrière le C.V.N. ont entendu défendre et qu'ils ont pu défendre parce qu'ils étaient rassemblés.

Qu'il y ait eu pour cela 2 000 personnes seulement peut paraître peu. Ce fut assez en tous cas pour imposer aux staliniens de tolérer sur leur gauche l'expression d'une minorité.

Et ce n'est pas là une si mince victoire que cela, si l'on songe que c'est la condition pour qu'un jour les travailleurs qui descendent dans la rue ne voient pas systématiquement leur geste dévoyé par des « pacifistes » ... qui ne font la guerre que sur leur gauche.

## A MARSEILLE

**C'est dans le calme que les méridionaux ont manifesté « pour la paix au Vietnam »**

A Marseille, la manifestation du 21 octobre a rassemblé environ 3.000 personnes qui ont défilé le long de la Canebière et du quai du Vieux-Port jusqu'à l'Hôtel de Ville, où attendait Gaston Defferre, maire de la ville.

Dans l'ensemble, c'est le manque d'enthousiasme qui a été la note dominante de la manifestation. Celle-ci était précédée et encadrée par des forces de police, et sur une partie du trajet le cortège évita la Canebière pour emprunter une rue parallèle et quasi déserte. Il semble que la préoccupation essentielle des organisateurs ait été... d'éviter les embouteillages.

D'autre part les slogans et bande-

roles insistaient surtout sur « la paix au Vietnam, mot d'ordre vague et ambigu, beaucoup plus que sur l'opposition à l'impérialisme américain. Gaston Defferre restait parfaitement dans le ton, lorsqu'il a répondu à la délégation des manifestants :

« Au cours d'un voyage que j'ai effectué aux Etats-Unis, il y a maintenant plus de deux ans, lors d'une réception au « Press-Club », j'ai déclaré avec fermeté devant trois cents journalistes américains que la guerre au Vietnam ne se gagnait pas par les armes, mais qu'elle se terminerait un jour devant un tapis vert ».

Sur ces bonnes paroles les manifestants se sont alors dispersés.

## LUTTE DE CLASSE

Le numéro 9 de la « Lutte de classe », numéro de novembre est paru

Au sommaire :

- La guérilla et le mouvement des masses paysannes.
- La gauche française sous la pression nationaliste.
- L'étatisation et la planification sont-ils des critères de classe d'un état ?
- Le Vietnam ne doit pas être un alibi pour abandonner la construction du parti révolutionnaire.

## L'AIDE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES

# LA CHARTE D'ALGER

## Une inutilité complète

La conférence des pays du « Tiers-Monde », s'est achevée mardi 25 octobre à Alger. L'unanimité semble s'être faite sur l'adoption de la Charte des droits économiques du « Tiers-Monde », ce qui pourrait surprendre quand on sait que la conférence regroupait, pêle-mêle, des pays aussi différents que l'Arabie Saoudite, les Etats d'Amérique latine inféodés à Washington, et des pays qui prétendent s'engager dans une voie anti-impérialiste, voire « socialiste » comme la Yougoslavie ou la R.A.U.

Malgré des discussions, parfois orageuses nous rapporte la presse, l'accord a cependant pu aboutir. M. Doucou Thiam, ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, a même pu affirmer : « La charte que nous venons d'adopter n'est pas un simple cahier de doléances, c'est une véritable déclaration des droits de pays sous-développés. » Et de poursuivre : « Nous venons de faire une révolution. » Décidément cet honorable ministre se contente de fort peu. La presse bourgeoise de son côté a apprécié avec la sérénité qui se doit le libellé d'une charte qu'elle qualifie unanimement de « réaliste ».

En fait la Charte d'Alger n'a pu recueillir l'adhésion unanime des 77 Etats réunis dans la capitale algérienne que par la généralité des termes de ses résolutions, voire leur inutilité complète. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les pays participants se sont aisément mis d'accord pour constater le désastre économique du « Tiers-Monde », pour dresser un véritable tableau des péchés des pays industrialisés qui laissent se dégrader les termes de l'échange. Les ressources des pays arriérés sont en effet constituées, en grande partie, par l'exportation des matières premières et des produits agricoles dont la monoculture est un héritage du colonialisme. Malgré une augmentation de la production, les statistiques montrent clairement une baisse régulière des recettes des pays arriérés. Les produits manufacturés que ces pays sont obligés d'importer sont vendus de plus en plus cher par les pays industrialisés tandis que les prix des matières premières restent stables, quand ils ne baissent pas (sucre, cacao...). Les exemples ne manquent pas qui illustrent cette détérioration des termes de l'échange. Ainsi un producteur camerounais pouvait, en 1960, acheter 1 200 kg de ciment avec le produit d'une tonne de cacao. En 1965, il n'en recevait que 450 kg. De même, la Côte-d'Ivoire a pu constater que ses exportations à destination des pays de l'Europe occidentale avaient baissé de 26 % entre 1960 et 1964 tandis que le montant de ses importations avait augmenté de 23 % dans la même période.

Devant cette situation, véritablement dramatique, les Etats participants se sont appliqués à rechercher des solutions techniques. La « Charte » demande l'adoption d'accords internationaux sur les produits de base, la constitution de stocks réguliers devant éviter l'affaissement des prix. La conférence a également demandé que la Banque internationale de reconstruction et de développement (principalement financée par les U.S.A.) devienne un véritable organisme d'aide aux pays sous-développés. En ce qui concerne les produits de base, où l'accord n'a pu se faire, on s'est réfugié dans la solution dilatoire qui consiste à déférer le problème... à l'O.N.U.

Il n'est que trop facile de pronostiquer l'échec complet de la

Conférence d'Alger, de prédire que les résolutions adoptées seront tout aussi inefficaces que celles de la Conférence mondiale sur le commerce qui s'est tenue à Genève en 1964, que les différents fonds d'aide aux pays arriérés, que ce soit l'Aide du Fonds français (F.A.C.), du Fonds européen (F.E.D.), ou de la Caisse Centrale de Coopération économique.

Car la racine du mal n'est pas dans un mauvais système institutionnel, dans un arsenal de techniques mal adaptées au problème du sous-développement. La racine du mal est dans l'impérialisme qui domine la planète, laisse mourir de faim les 2/3 de l'humanité, impose ses prix sur le marché mondial et dont la condition même de la survie est le pillage sans cesse accru des pays arriérés. Tout cela, les dirigeants bourgeois du « Tiers-Monde » ne peuvent naturellement pas le dire, et ils ne peuvent pas plus engager la lutte contre les puissances capitalistes. Et c'est la raison pour laquelle les réformes préconisées par la Charte d'Alger resteront lettre morte.

François DELAIN.

## LE « TRAVAILLISTE » WILSON ATTAQUE LES TRAVAILLEURS

TANDIS que le premier ministre britannique Wilson était mis en minorité au Congrès des Syndicats, les ouvriers montraient concrètement, en plusieurs endroits, leur désaveu de la politique gouvernementale.

Tel est le cas des dockers de deux plus grands ports de Grande-Bretagne, Liverpool et Londres, qui, pendant 41 jours ont fait grève pour protester contre les réorganisations de leurs conditions de travail préconisées par Wilson, et approuvées par le syndicat. Pendant la grève, les dirigeants syndicaux qui voulaient faire reprendre le travail furent traités de « vendus » et furent quelque peu malmenés par les grévistes. Les dockers de Liverpool viennent de reprendre le travail, ceux de Londres sont toujours en lutte.

Et ce qui est remarquable dans ces divers mouvements, c'est qu'ils sont nés de la volonté des travailleurs contre celle des bureaucraties syndicales.

Une autre grève, qui s'est terminée la semaine dernière, est aussi très significative. Il s'agit des chantiers de construction BARBICAN, où les ouvriers étaient en lutte depuis douze mois pour leurs salaires, leurs conditions de travail, contre le boni, et pour les libertés syndicales et ouvrières.

La Direction, soutenue par le gouvernement, a exercé une répression sévère. Nombre de grévistes ont été licenciés, des pressions individuelles furent exercées. Au cours de manifestations, il y eut bagarre avec la police tandis que 24 ouvriers ont été arrêtés et mis en prison. (Ils ont été

tout récemment remis en liberté sous caution et doivent passer en jugement).

Pourtant les ouvriers de BARBICAN ont tenu bon. Et ce n'est certes pas grâce à la ténacité des officiels du syndicat qui, tout au long du conflit, ont tenté de faire reprendre le travail en s'alignant sur les positions patronales. La grève en effet, a été menée par les « shop stewards », qui, à la différence de nos délégués du personnel, ne sont pas chaperonnés par le syndicat. Ils sont élus, et révocables, par leurs camarades de travail. S'ils ont des comptes à rendre, c'est aux ouvriers qui les ont élus, et non à une quelconque bureaucratie syndicale — il est certain que ce système favorise grandement l'activité des militants sincères, décidés à défendre les intérêts de leurs camarades de travail; ils n'en sont d'ailleurs que plus estimés de ceux-ci.

C'est aux « shop stewards » qu'est revenue l'initiative d'un comité de grève et d'un comité de liaison avec une autre entreprise de bâtiment en lutte. Les réunions, pour n'être pas « officielles » (c'est-à-dire non contrôlées par le syndicat) n'en étaient

pas moins démocratiques et chacun pouvait s'y exprimer.

A BARBICAN comme à Liverpool, les syndicats se sont montrés les agents directs de la politique Wilsonnienne et se sont complètement déconsidérés aux yeux des travailleurs, en se mettant du côté des patrons. Pour venir à leur rescousse, le gouvernement a été jusqu'à parler, le 18 octobre dernier, d'un complot « trotskyste-communiste » pour désorganiser l'économie britannique !

Quand des ouvriers entrent en lutte contre leur patron, le « travailliste » Wilson leur envoie ses flics et leur réserve ses prisons. Et quand des ouvriers font régner entre eux la démocratie et refusent de suivre les bureaucrates syndicaux, on crie au complot communiste.

Si les ouvriers britanniques ont perdu au cours de ces luttes les derniers soupçons d'illusions qu'ils pouvaient encore avoir sur Wilson et ses valets, la leçon qu'ils ont pu en tirer est surtout qu'il leur est possible de s'organiser eux-mêmes et de choisir leurs propres dirigeants.

L. TOURFAN.



Lou Lewis, shop steward de l'entreprise BARBICAN s'adressant aux grévistes.

Suite de la 1<sup>re</sup> page

L'extension des frontières des environs de Damas au Canal de Suez, du Jourdain à Gaza, contraint et contraindra toujours plus la population juive à vivre sur un pied de guerre.

L'annexion d'une population arabe nombreuse dans les territoires occupés, le renforcement sans cesse accru des mesures policières contre les palestiniens obligent les jeunes générations d'Israël à se conduire

## QUI MÈNE LES JUIFS AU MASSACRE ?

en troupes d'occupation vis-à-vis de la population arabe.

Plus la situation actuelle dure, plus le fleuve de sang et de haine s'élargit entre Juifs et Arabes.

Chez ces derniers la génération d'après-guerre avait souffert de la guerre de 1948, la suivante de

l'expédition anglo-française contre l'Egypte avec appui de l'armée israélienne, et les jeunes arabes viennent à leur tour de subir une nouvelle humiliation.

Plus un seul jour ne passe en Israël sans qu'un Arabe ne soit condamné à de lourdes peines de prison, plus un seul jour sans qu'une maison « rebelle » ou soupçonnée telle, ne soit dynamitée, et les tracasseries policières envers la population arabe redoublent.

Mais si les Arabes sont les premières victimes de la guerre du 5 juin ils risquent de ne pas être les seuls.

La gauche israélienne, qui dans son écrasante majorité s'est alignée sur le gouvernement Eschkol en juin dernier, subit déjà le choc en retour de cette situation.

« Al Ittihad », le journal en langue arabe du P.C. est interdit dans les territoires occupés et ceux qui sont trouvés en sa possession sont passibles de lourdes peines de prison.

La droite de son côté, ne manque pas une occasion de manifester sa force... Lors de l'enterrement des victimes de l'« Eilat » à Haïfa, les organisations nationalistes ont transformé la cérémonie en meeting politique pour réclamer que le sang des marins juifs soit vengé. Et la tentative d'assassinat contre le dirigeant communiste Meir Vilner n'est peut-être que le début d'une série de mesures terroristes contre la gauche.

C'est pourquoi le 5 juin la bourgeoisie israélienne a marqué un point important contre le mouvement ouvrier.

ouvrier avec la complicité des dirigeants syndicaux socialistes et stalinien.

Quant à la population juive de Palestine prise au piège du sionisme elle a servi des années durant, souvent sans s'en rendre clairement compte, de masse de manœuvre de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Aujourd'hui sur ce point la situation s'est même aggravée puisque l'alignement total du gouvernement israélien sur celui des U.S.A. semble approuvée par la population qui voit dans cette alliance, et dans la 6<sup>e</sup> Flotte américaine de Méditerranée, le meilleur rempart pour échapper à « la menace arabe ». Et les manifestants qui protestaient à Tel Aviv le 21 octobre contre la guerre du Vietnam étaient trente en tout et pour tout alors que l'année dernière c'est par milliers que se seraient comptés les protestataires.

Mais cette illusion risque d'être mortelle, aux sens littéral du terme, pour les Juifs d'Israël. Plus ils lient leur sort à celui de l'impérialisme américain, plus ils apparaissent comme sa légion étrangère et plus ils rendent impossible toute coexistence, même dans un avenir lointain, avec la population des pays arabes.

Et c'est parce qu'ils défendent cette politique que les sionistes, y compris ceux qui se disent de gauche, mènent la population juive au massacre.

Et malgré les apparences superficielles les seuls qui défendent réellement à court et à long terme les intérêts de la population juive sont ceux qui militent pour une fédération socialiste du Moyen-Orient dans laquelle s'intégrerait un état juif non sioniste, c'est-à-dire ceux qui le 5 juin dernier se sont trouvés du côté des peuples arabes attaqués par l'impérialisme.

L. STERN

## Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 20 NOVEMBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor

Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

## Le Moyen-Orient en crise permanente

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

# Il y a 50 ans :



## LA PROCLAMATION DES BOLCHEVIKS

### Aux Citoyens de Russie

Le gouvernement provisoire est destitué. Le pouvoir de l'Etat est passé aux mains de l'organe du Soviet des députés et soldats de Pétrograd, le Comité révolutionnaire militaire qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté, proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création du gouvernement des Soviets, cette cause est assurée.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

COMITE REVOLUTIONNAIRE MILITAIRE AUPRES DU SOVIET  
DES DEPUTES OUVRIERS ET SOLDATS DE PETROGRAD.  
(25 octobre 1917, 10 h du matin).

Publié dans l'organe bolchevik « Ouvrier et Soldat » n° 8 du  
25 octobre (7 novembre) 1917.

## COMMENT « L'HUMANITÉ » ANNONÇA LA NOUVELLE

En ce mois de novembre 1917 (octobre pour l'ancien calendrier russe) « L'Humanité », journal du Parti Socialiste, donne une très large place dans ses colonnes à deux événements parlementaires : à la Chambre, le leader de la droite, Léon Daudet a accusé l'ancien ministre Malvy de trahison, et ce dernier, pour être lavé de tout soupçon, demande à comparaître devant la Haute Cour de Justice; le 14 novembre à l'aube, le gouvernement Poincaré est renversé et Clémenceau, malgré les protestations des socialistes, est appelé à former le nouveau gouvernement.

L'insurrection d'Octobre a surpris le Parti Socialiste qui jusqu'alors avait fidèlement soutenu le gouvernement Kerensky.

L'organe du P.S. n'attache pas une importance très grande à l'événement et publie des interviews du menchevik Roubanovitch, alors de passage à Paris et de Malakhakov, ambassadeur en France du gouvernement Kerensky. Les deux hommes

sont d'accord : les jours du maximalisme (c'est-à-dire du bolchevisme) sont comptés. Renaudel, un des chefs socialistes, reprend à son compte la même analyse. « L'Humanité » va même ressortir la vieille calomnie sur « Lénine agent de l'Allemagne » sous une forme voilée il est vrai (20 novembre) et encourager Kerensky à la résistance contre « le coup d'Etat des Trotsky et Lénine ».

Dans le même temps un certain Calixte Camelle s'interroge les 20 et 27 novembre sur « Le Socialisme et le Pouvoir ». Contrairement à ce que ce titre pourrait faire croire, il ne s'agit nullement de la Révolution Russe, mais du vieux problème de la participation des socialistes au gouvernement bourgeois.

« Le parti socialiste doit-il ou ne doit-il pas participer au pouvoir gouvernemental ? se demande Camelle qui rappelle que « les socialistes allemands dans leur dernier congrès de Wurtzbourg, ont envisagé la possibilité et l'utilité

« pour le prolétariat de la collaboration de classes ».

### UN COUP D'ETAT EN RUSSIE

Les maximalistes maîtres à Pétrograd

KERENSKY A ETE DEPOSE

Des nouvelles d'une extrême gravité nous arrivent de Russie. Les maximalistes sont maîtres de la capitale. La garnison et le Soviet de Pétrograd ont déposé le gouvernement Kerensky.

Ce triomphe sera-t-il de longue durée ? La vague maximaliste maîtresse de la capitale s'étendra-t-elle au reste de la Russie ? La démocratie travailleuse, les socialistes clairvoyants qui ont lutté avec tant de passion contre le désordre et la lassitude, ne vont-ils pas, en face du péril présent, tendre toutes leurs énergies pour le salut de la Russie

et l'avenir des idées qu'ils représentent ?

(« L'Humanité » du 9 novembre 1917).

### Le coup de force maximaliste

Comment il s'est produit et développé

Il nous a paru intéressant de connaître l'opinion et les pronostics du

citoyen Roubanovitch, qui faisait récemment à la Commission administrative permanente, un intéressant exposé sur la situation en Russie.

« Je ne crois pas », nous a-t-il dit, « que l'insurrection maximaliste ait une longue victoire. Les maximalistes, capables de détruire et de renverser, seront impuissants à réorganiser et à reconstruire. La Russie ne tardera pas à les balayer ».

(« L'Humanité » du 10 novembre 1917).

### Quand « L'Huma »

commémore

Dans le numéro spécial de « L'Humanité - Dimanche » du 22 octobre 1967 consacré à la révolution russe on n'a pas oublié de fêter le sixantième anniversaire de la fondation de l'entreprise Ricard.

Sans doute pour prouver à ses lecteurs que vraiment la révolution est dépassée « L'Huma » vante les mérites d'un capitaliste « français » exemplaire qui a « les usines les plus modernes et les mieux équipées pour affronter le Marché commun ».

Mais la page entière consacrée à Ricard nous vante surtout ce « bon patron » qui « se passionne pour tout ce qui peut élever l'homme dans sa dignité et lui donner une vie meilleure » ! On nous explique aussi que Ricard permet à ses ouvriers de profiter de loisirs « qu'il ne faut pas confondre avec le repos qui n'est que la réparation de la fatigue... pas plus qu'avec l'oisiveté qui est mère de tous les vices » (sic) !

On ne sait pas combien Paul Ricard a payé « L'Huma » pour lui faire renoncer avec aussi peu de pudeur à la condamnation de l'exploitation capitaliste qui existe dans ses usines comme ailleurs.

Mais ce qui est sûr, c'est que les travailleurs qui sont prêts à suivre l'exemple d'octobre 17, ne sont sans doute plus disposés à faire confiance à ceux qui prônent aujourd'hui la coexistence pacifique entre patrons et ouvriers.

### Faisons confiance

Les événements de Russie semblent prendre dès maintenant une tournure nouvelle. Kerensky, qui a pu éviter l'arrestation certainement projetée par les maximalistes, va sans doute pouvoir réunir autour de lui les éléments qui sont prêts à s'opposer au coup d'Etat de Trotsky et Lénine. Ce coup d'Etat aura été le point culminant du maximalisme. Il est difficile d'imaginer que ses conséquences puissent être durables.

Pierre RENAUELDEL.  
(« L'Humanité » du 12 novembre 1917).

### Déclaration de M. Malakhakov, ambassadeur de Russie

« Quant à l'aventure léniniste, j'en ai dès le premier jour, marqué la brève durée. Lénine est isolé; abandonné non seulement par les partis démocrates non socialistes, mais par tous les partis socialistes ».

(« L'Humanité » du 13 novembre 1917).

### Un article de Lénine

La « Nationale Zeitung » de Bâle publie, dans son numéro du 13 novembre, un article de Lénine sur les causes de la Révolution Russe. Cet article aurait été écrit deux jours avant le soulèvement maximaliste. Il aurait été remis à la « Nationale Zeitung » par un émissaire des révolutionnaires.

On remarquera avec quelle rapidité l'article a pu parvenir, à travers l'Allemagne, évidemment, de Pétrograd à Bâle.

(« L'Humanité » du 20 novembre 1917).

## La révolution et la presse bourgeoise

Quand « Le Temps », journal d'information à l'usage de la grande bourgeoisie, jouait Kerensky gagnant contre les bolcheviks (maximalistes).

### Qu'est devenu M. Kerensky ?

Kerensky disposerait actuellement d'une armée de plus de 200 000 hommes entièrement dévoués à sa cause et à son gouvernement. Il serait, affirme-t-on, décidé à se rendre à Moscou, à y établir son gouvernement et à marcher ensuite sur Pétrograd.

Il se pourrait d'ailleurs que cette dernière tâche fut rendue inutile par les événements, les plus récentes nouvelles indiquant qu'une véritable bataille est engagée dans les rues de Pétrograd et que les régiments cosaques, faisant cause commune avec les troupes minimalistes, ont mis les forces léninistes dans une situation assez difficile.

(« LE TEMPS », 12 novembre 1917.

### Le fiasco des maximalistes

C'est avec un mépris unanime que le public français a reçu la proposition d'armistice lancée par les maximalistes. Cette preuve de bon sens montre que le gouvernement français était bien inspiré en autorisant la publication immédiate et intégrale du document qui venait de Berlin.

Pendant que leur manœuvre échouait aussi au-dehors, les maximalistes ne semblent pas avoir amélioré leur position au-dedans. Entre le langage grandiloquent de ce soi-disant gouvernement et l'incapacité où il se trouve de gouverner seulement la banlieue de Pétrograd, il y a un contraste qui serait comique si quelque chose pouvait faire rire dans la tragédie actuelle de la Russie.

### Kerensky marche sur Petrograd

A Moscou, la fameuse garde rouge a été battue. M. Kerensky ne devrait pas être loin de Pétrograd...

La liquidation de l'aventure des bolcheviks sera seulement l'affaire de quelques jours, peut-être même de quelques heures. Dans le but de poursuivre heureusement cette liquidation, il est nécessaire que les forces démocratiques s'unissent...

(« LE TEMPS », 13 novembre 1917.

### On annonce la défaite des maximalistes

Télégramme de Stockholm

M. Kerensky est maintenant à Pétrograd et a pris à peu près toute la ville; il est en possession du télégraphe.

Moscou est le centre du gouvernement provisoire. Toute la Russie, à l'exception d'une petite partie de Pétrograd est maintenant entre les mains du gouvernement provisoire.

Le peuple de Pétrograd arrache des murs les proclamations des bolcheviks et les leaders maximalistes sont hués dans les rues.

(« LE TEMPS », 15 novembre 1917.

# LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

DANS la journée, les gardes rouges, les matelots et les soldats insurgés s'étaient emparés des bâtiments publics de la capitale. Seul avait résisté plus longtemps le Palais d'Hiver, siège et dernier bastion du gouvernement provisoire, et puis il était enfin tombé à son tour.

A la même heure était réuni le Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de toute la Russie. Ce n'étaient pas des politiciens célèbres, des messieurs bien habillés, discrètement parfumés, arborant de luxueuses serviettes de maroquin. C'étaient des ouvriers du rang, des soldats en uniforme grossier, des paysans barbus venant de leur lointaine campagne. Mais c'est sans doute pour cela qu'ils firent ce qu'aucun parlement n'avait encore jamais fait dans l'histoire.

Après avoir déclaré qu'il prenait entre ses mains le pouvoir, le Congrès allait en effet traduire immédiatement en actes le programme du parti majoritaire, les promesses faites aux masses.

Il adoptait un décret sur la paix, proposant à toutes les puissances belligérantes d'entamer immédiatement des négociations pour la conclusion d'une paix sans annexion ni indemnité, et il ne s'adressait pas qu'aux gouvernements, il s'adressait aux peuples, aux ouvriers de tous les pays, les appelant « à mener jusqu'au bout la lutte pour la paix, et en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation ».

Il adoptait un décret sur la terre supprimant la grande propriété foncière, et accordant enfin aux paysans qui la réclamaient ouvertement depuis des mois, depuis que le tzar avait été renversé en février, la libre jouissance de la terre qu'ils cultivaient.

C'était pendant la nuit du 25 au 26 octobre 1917, du moins d'après la chronologie qui était encore en vigueur en Russie (et malgré les changements de calendrier, cette date restera liée à jamais au souvenir de la première révolution prolétarienne victorieuse). Le premier Etat ouvrier était en train de naître.

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui ce que put être, dans le monde de 1917, le retentissement de la révolution russe.

Depuis plus de trois ans, l'Europe était déchirée par la guerre. De la Flandre à la Suisse, du golf de Finlande à la Mer Noire, des millions d'hommes s'affrontaient, pour le plus grand profit des bourgeoisies de tous les pays.

Et la guerre piétinait. Le conflit semblait ne devoir jamais se terminer. Pour quelques mètres carrés de fange et de barbelés, les Etats majors lançaient des offensives meurtrières. On était loin de la guerre fraîche et joyeuse qu'avaient chanté les patriotes professionnels.

L'année 1917 avait vu pour la première fois depuis le début du conflit, les soldats se soulever pour essayer de mettre fin eux-mêmes à la tuerie. En Allemagne, en France, en Italie, des mutineries avaient éclaté qui avaient été vite réprimées, par des gouvernements où siégeaient souvent des ministres « socialistes », ceux-là mêmes qui, quelques années plus tôt, dans les congrès internationaux, déclaraient qu'il faudrait opposer la révolution prolétarienne à la guerre impérialiste.

Seul, le parti bolchévique était resté fidèle à ses engagements

politiques. Il avait continué, inlassablement, à expliquer que la guerre était une guerre impérialiste, et qu'il ne servait à rien de réclamer la paix, de l'attendre du bon vouloir des gouvernants, de la bourgeoisie qu'il fallait transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

La victoire de la révolution d'octobre servait d'exemple à tous les opprimés du monde. A eux de continuer sur le chemin où les prolétaires russes avaient fait le premier pas.

Pour les dirigeants bolchéviques, d'ailleurs, rien ne comptait plus que le développement de la révolution européenne. Ils savaient bien qu'on ne peut construire le socialisme dans un seul pays, à fortiori dans un pays aussi ar-

rière que l'était la Russie des tzars.

Le prolétariat européen ne faillit pas à sa tâche. Dans les mois et les années qui suivirent, en Allemagne, en Finlande, en Hongrie, en Italie, et en bien d'autres endroits encore, il devait se lancer à l'assaut du pouvoir. Et si partout il fut finalement vaincu, ce ne fut pas faute de combativité, d'énergie révolutionnaire, mais faute d'une direction capable de jouer le rôle qui avait été celui du parti bolchévique dans la révolution russe.

Qu'une telle direction fut nécessaire, les dirigeants bolchéviques en étaient convaincus dès avant le succès de leur propre révolution.

Au printemps 1919, alors que

la Russie soviétique encerclée par les armées blanches semblait à deux doigts de sa perte, ils avaient proclamé l'existence de l'Internationale communiste, plantant ainsi l'étendard auquel tous les révolutionnaires pourraient se rallier.

Mais la tâche de construction de partis ouvriers révolutionnaires, dans tous les pays, restait à accomplir. Et cette tâche, l'histoire n'allait pas laisser à la nouvelle Internationale le temps de la remplir.

L'U.R.S.S., ruinée par la guerre civile, isolée, n'allait pas tarder à dégénérer. Une bureaucratie usurpatrice, pour laquelle la révolution allait être l'ennemi à abattre, s'empara du pouvoir, et fit de l'Internationale

son instrument, avant de la dissoudre purement et simplement.

L'U.R.S.S. d'aujourd'hui ne porte plus les espoirs des opprimés du monde entier. Les appareils des partis « communistes », créés par la troisième Internationale sont même devenus le principal obstacle qui s'oppose à la tâche de construction de partis ouvriers révolutionnaires, de reconstruction de l'Internationale.

Mais l'exemple de la Révolution d'Octobre, et du Parti bolchévique qui sut mener le prolétariat russe à la victoire, reste irremplaçable, parce qu'il montre à l'humanité la seule voie possible de sa libération, celle de la révolution socialiste mondiale.

Christian JUNG.

## Lénine au Comité Central Bolchévique : IL FAUT PRENDRE LE POUVOIR

Camarades,

J'écris ces lignes dans la soirée du 24, la situation est critique au dernier point. Il est clair comme le jour que maintenant retarder l'insurrection, c'est la mort. ... On ne peut pas attendre ! On risque de tout perdre ! ...

Il faut que toutes les régions, tous les régiments, toutes les forces se mobilisent sur l'heure et envoient sans attendre des délégations au Comité révolutionnaire militaire, au Comité Central bolchévique, et exigent impérieusement qu'en aucun cas le pouvoir ne soit laissé aux mains de Kerensky et Cie jusqu'au 25, sous aucun prétexte ; il faut à tout prix régler cette affaire ce soir ou cette nuit.

L'histoire ne pardonnera pas l'ajournement aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et qui vaincront aujourd'hui à coup sûr) ; ils risqueraient de perdre beaucoup demain, ils risqueraient de tout perdre.

En prenant le pouvoir aujourd'hui, nous le faisons non pas contre les soviets, mais pour eux.

La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection ; son but politique apparaîtra clairement après... Le peuple a le droit et le devoir, dans les moments critiques de la révolution, de guider ses représentants, même les meilleurs au lieu de les attendre.

C'est ce qu'a prouvé l'histoire de toutes les révolutions, et ce serait le plus grand des crimes de la part des révolutionnaires de laisser échapper le moment, tout en sachant que le salut de la révolution, la proposition de la paix, le salut de Pétrograd, la délivrance de la famine, la remise de la terre aux paysans dépend d'eux.

Le gouvernement hésite. Il faut l'achever à tout prix !  
Attendre pour agir c'est la mort.

## POUDRE AUX YEUX

La commémoration du cinquantième de la Révolution d'Octobre a dû poser à la bureaucratie soviétique d'épineux problèmes de tactique, qu'elle a d'ailleurs résolus comme à son habitude par une pirouette (pirouette dans le cosmos, socialisme oblige).

En effet, la somme de l'expérience en matière de duperie humaine a prouvé : qu'il est nettement moins dangereux de fêter ce que l'on a renié par quelques bip bip vides de sens, que par des paroles mêmes mensongères sur l'action d'un prolétariat que l'on trompe.

Si les Chinois ont inventés la poudre, eux aussi essayent de nous la jeter aux yeux. Leur hommage à Lénine sera, dit-on, une explosion atomique.

Que ce soit bip, bip, ou fumée de champignons vénéneux, le prolétariat saura démasquer la trahison, et qu'ils sachent, tous ces bureaucrates, que le seul véritable hommage à Octobre ne peut être qu'un Octobre mondial.

## Les nervis Staliniens n'empêcheront pas les idées révolutionnaires de se propager et de vaincre

PARFOIS en sourdine, bien souvent avec violence, la lutte que mène l'appareil stalinien contre les militants et les idées révolutionnaires ne connaît pas d'interruption.

Pour la deuxième fois en 15 jours, les membres du P.C.F. de la section de la gare de l'Est ont agressé les vendeurs et diffuseurs de « Voix Ouvrière ». La première fois il y a eu altercation verbale avec bousculades, lors de la diffusion du bulletin ronéoté à la cantine de la gare. La seconde fois il y a quinze jours, dans les mêmes circonstances, ces staliniens à une dizaine contre deux, avec le secrétaire de la section en tête, n'hésitèrent pas à employer les coups contre nos vendeurs. Un camarade fut brutalement frappé.

La même semaine au pont de Billancourt quatre nervis staliniens sortant d'une DS ont brutalisé un vendeur de Voix Ouvrière et l'ont menacé, barre de fer à l'appui, pour l'obliger à cesser sa vente.

S'en prenant aux militants quand ils ont l'occasion et la supériorité

numérique, ces « fameux démocrates » s'en prennent en toutes circonstances aux idées. Dans certains quartiers l'activité essentielle des staliniens semble être de couvrir systématiquement les affiches signées « Voix Ouvrière » ou à défaut de pouvoir les couvrir, les déchirer. Sur de nombreux murs, l'activité de ces individus est illustrée par des affiches V.O. déchirées à côté des affiches staliniennes et fascistes en parfaite coexistence.

En quoi nos idées les gênent-elles tant, pourquoi ont-ils si peur de ces affiches et de ces tracts ?

Les organisations bourgeoises et mêmes fascistes peuvent tenir des réunions publiques, couvrir Paris d'affiches, vendre leurs publications en toute quiétude ; vis-à-vis d'elles le P.C. sait faire preuve de civilité ou sait « ne pas tomber dans la provocation ».

Les coups sont réservés à ceux qui osent critiquer au nom du communisme ce que les staliniens ont fait du communisme.

Mais ces coups sont des signes de faiblesse.

D'abord parce que si le P.C.F. en est réduit là c'est que vraiment il

n'a pas confiance dans ses propres idées. Il craint plus que tout que rejetant le carcan de mensonges, de déformations, de calomnies, les ouvriers conscients retrouvent les idées communistes, les pratiques communistes.

Ces coups sont des signes de faiblesse pour une autre raison aussi. C'est que les nervis ne peuvent rien contre ceux qui ont la force de leurs convictions et la ferme volonté de les défendre. A la place de chaque affiche arrachée, le lendemain il en sera collée deux. Le vendeur ou le distributeur de tract roué de coups reprend sa place et parmi les travailleurs que les nervis ont cru impressionner il s'en trouvera d'autres pour le second. Chaque tract déchiré ne fera qu'illustrer la justesse des idées qu'il contient et fera circuler et lire les autres. Et les nervis staliniens apprennent à leurs dépens qu'ils ont en face d'eux des militants qui, forts de leur conviction, savent se défendre, savent défendre les idées qui, demain, permettront au mouvement ouvrier de rejeter le carcan stalinien et de reprendre sa marche vers le combat révolutionnaire.

F.M.



# Interdiction et répression sont les béquilles du pouvoir

**LE** ministre des transports, M. Chamant, a décidé de prendre des mesures pour lutter contre l'asphyxie de Paris par les automobiles.

Périodiquement, de telles mesures sont prises. Il y a quelques années, les pouvoirs publics ont créé la zone bleue où le stationnement dans la journée est interdit plus d'une heure. Parallèlement on a créé le nouvel emploi des « contractuels », retraités pour la plupart, devenus flics sur leurs vieux jours pour mieux goûter les joies de la vie à son déclin, après quelques dizaines d'années de labeur.

Mais les mesures concernant la circulation sont permanentes. Chaque jour des panneaux d'interdiction de stationner, de sens interdits indiquent aux automobilistes que leur présence est de moins en moins désirable. Quand on élargit la chaussée c'est au détriment des trottoirs et c'est le piéton qui devient la victime. Mais malgré cela et quelques aménagements des voies de circulation sur les périphériques et sur les berges de la Seine, la situation devient de plus en plus dramatique. La moyenne horaire aux heures de pointe ne dépasse guère celle d'un piéton, les risques d'accidents ou du moins d'accrochages se multiplient et à la fin de leur parcours du combattant les automobilistes parisiens sont livrés au hasard de la visite des contractuels ou des agents de police.

En fait le problème de la circulation à Paris est comme dans beaucoup d'autres villes un problème de stationnement. On a beau posséder une voiture on n'est pas 24 heures au volant chaque jour. Dans l'agglomération parisienne il y a environ 800.000 propriétaires de voitures. Il y en a 900.000 dans la proche banlieue.

Des observations aériennes ont montré qu'il circulait environ 70.000 véhicules en permanence dans Paris, soit moins de 1/10 du parc. Aux heures de pointe ce chiffre atteint 140.000 voitures. Si l'on tient compte que Paris possède près de 1.200 km de rues cela fait en double sens 2.400 km de voies de circulation. Aux heures de pointe chaque automobile dispose de 12 à 13 mètres pour circuler, c'est peu, mais à vitesse réduite c'est admissible, d'autant plus qu'un certain nombre de

rues disposent de 2 et même 3 voies de circulation dans chaque sens. Ce qui crée la panique c'est que s'il y a 70 ou au maximum 140.000 voitures qui roulent il y en a plusieurs centaines de mille qui gênent la circulation parce qu'elles sont stationnées sur la chaussée. Parmi celles qui circulent il y en a un certain nombre qui cherchent une place de stationnement ou qui doublent ou triplent leur parcours à cause des sens interdits dus à l'impossibilité de circuler dans les deux sens à cause du stationnement.

Résoudre le problème du stationnement à Paris serait en grande partie résoudre le problème de la circulation.

Cela veut dire disposer de 800.000 places de garage ou parking. Actuellement il y en a à peine 300.000 et encore les prix sont prohibitifs. Les nouveaux parkings dans Paris coûtent 2 F de l'heure dans la journée et 6 F de 20 h. à 6 h. du matin. Quant aux garages anciens, la plupart du temps, l'automobiliste n'a pas de place réservée et doit se livrer à un véritable rodéo chaque fois qu'il vient chercher ou ramener sa voiture. Les prix atteignent de 70 à 150 F par mois, sans compter les vidanges, graissages et lavages pratiquement obligatoires.

Créer des endroits de stationnement pour les automobiles permettrait en plus de dégager les rues pour la circulation des transports en commun plus rapides.

Les mesures permettant le dégagement de la circulation automobile coûteraient assez cher. Combien ? Cela est difficile à dire car tout dé-

pend de la politique menée. Si l'on veut faire de la construction de parkings et de garages une opération rentable et même spéculative pour les margoulins de la construction il est bien difficile de prévoir un chiffre. Par contre des mesures d'équipement rationnel prises en tenant compte des besoins des utilisateurs devraient être du domaine des choses non seulement possibles mais faciles à résoudre. Si l'on compte le prix de construction d'une place de garage au prix d'une automobile moyenne (7.000 F), et on doit pouvoir faire mieux, il faudrait 350 milliards d'anciens francs pour faire disparaître les voitures des rues de Paris. Chiffre énorme ? Peut-être ! Mais qui représente à peine le 1/7 d'une seule année de budget militaire de la France.

Il suffirait de dire : Paris est attaqué par un ennemi implacable qui le menace d'asphyxie : le manque de stationnement automobile. Nous consacrons 15 % du budget de la Défense pendant un an pour repousser l'ennemi. C'est simple. Trop simple. M. Chamant a d'autres solutions :

Augmentation des contraventions de 10 à 25 F dans certains cas, mesures renforcées contre le stationnement « illicite », mise en fourrière des voitures en infraction.

Ce sont les solutions du système capitaliste. Augmenter les cadences, produire toujours plus pour faire toujours plus de bénéfices. Mais faire des logements pour accueillir machine à laver, télévision réfrigérateur et des parkings pour les voitures ce n'est plus du ressort de l'économie mercantile.

## PEYREFITTE A BORDEAUX

**ON** sait que « notre » ministre de l'Education nationale accompagnait le glorieux Pompidou lors de son non moins glorieux voyage à Clermont dont nous avons rendu compte dans notre dernier numéro. On sait aussi que dans cette région, appelée depuis longtemps le « désert français », c'est surtout devant de fortes concentrations policières que le même Pompidou a pu déclamer ses discours.

Bordeaux le 24 octobre. — Le lieu change, non les méthodes. Ici, Peyrefitte est seul. C'est-à-dire sans Pompidou. Car pour la visite inaugurale du nouveau campus universitaire de Talence-Pessac, pas moins de 5 cars de luxe et des dizaines de D.S. accompagnent le véhicule ministériel, sans compter l'inévitable suite de plusieurs centaines de personnes. Depuis la veille, l'ensemble du campus est bou-

clé par la police ! Des flics, à pied ou motorisés sillonnent le campus. Des fourgons sont postés tous les 150 m. Il faut prévenir une manifestation organisée en dernière minute.

Depuis des mois, on fait la toilette du campus. Des terrains vagues, en friche depuis des années sont rapidement transformés en pelouse. On dissimule derrière des barrières de bambous des tas de terre. On camoufle, on rafistole. On piquette le campus de pancartes, on met partout des panneaux routiers. On trace des passages pour piétons. Mettra-t-on de l'éclairage ? Au cours de l'année dernière, plusieurs accidents se sont produits, des étudiants ont été renversés sur des routes sans lumière. Non pas d'éclairage car Monsieur le Ministre ne passe que de jour. Il faut tout nettoyer. Depuis plusieurs semaines, les ouvriers travaillent la nuit sur les chantiers à la lueur des phares. On ira même jusqu'à recouvrir de bitume des trottoirs sans les empierrer, ce qui veut dire qu'ils seront à refaire après les pluies de l'hiver.

Le gâchis, le bluff, voilà tout ce qu'on propose aux étudiants. Il ne manque qu'une chose à cette inauguration : Les étudiants eux-mêmes. Le cortège officiel passe, les rues sont vides de tout, sinon de flics. Les étudiants ont de bonnes raisons de ne pas être là et de suivre le mot d'ordre de boycott lancé par l'U.N.E.F. :

— 6 000 demandes en Cité Universitaires : 2 000 places. On repousse donc 4 000 étudiants qui doivent trouver en ville une chambre entre 150 et 300 F par mois.

— Les loyers en Cité Universitaire sont augmentés et passent de 65 F à 74 F ou même 100 F. Les bourses, elles, restent stationnaires.

— On parle d'augmenter le prix des restaurants universitaires.

— On renforce la discipline interne du campus.

Comment s'étonner, après cela que le 24 octobre, M. Peyrefitte ait préféré s'entourer de policiers vigilants plutôt que prendre le risque de rencontrer des étudiants.

F.M.

F.D.

Un degré de plus dans l'abrutissement :

## LA PUBLICITÉ A LA RADIO ET A LA T.V.

**M. GORSE**, ministre de l'Information, vient de rendre publique la décision du gouvernement d'autoriser la publicité de marque à la TV et à la radio.

La levée de boucliers qui s'est opérée à cette occasion, y compris au sein de groupes de la majorité parlementaire, n'y pourra rien changer, puisque le gouvernement dispose de moyens réglementaires pour réaliser son projet. Ainsi, c'est pratiquement chose faite, et les sociétés intéressées - ô combien ! - Publicis et les autres, publient déjà leurs tarifs.

Les téléspectateurs, à qui l'on servait déjà les inepties de la publicité dite « compensée » devront donc, à partir du 1er juillet 1968, subir, 10 minutes durant, les sollicitations du dentifrice Machin, du savon Truc, ou du camion Untel ; 10 minutes que l'on ampute arbitrairement, du temps des loisirs, au profit des grosses firmes !

Mais les méfaits de cette mesure ne se limitent pas à cela. L'O.R.T.F. devenant en grande partie tributaire de ses recettes publicitaires, sera fatalement soumise à la pression de ses clients. Et, quelles que soient les « précautions » — essentiellement oratoires, en fait — que prétend avoir prises le gouvernement, les entreprises qui dépenseront des dizaines, sinon des centaines de millions en publicité, feront valoir leurs raisons. Même si, au départ, ce ne sont pas elles qui patroneront les programmes, elles en influenceront la teneur. La recherche de l'efficacité publicitaire maximum, le désir de sa-

tisfaire l'annonceur ou d'en gagner de nouveaux inciteront à la démagogie et à la facilité. Et l'O.R.T.F. sera tentée de sacrifier les émissions culturelles aux émissions prétendument « populaires » du plus mauvais goût.

Ne parlons pas du sort qui sera fait dans ces conditions à l'information, déjà fort malmenée par les directives gouvernementales. Permettra-t-on à un journaliste de décrire le sort, où les conditions des travailleurs de Citroën, si la Société Citroën, par les millions qu'elle consacre à la publicité télévisée, fait bouillir la marmite ? Dans ce domaine, l'exemple de la presse écrite, tenue en laisse par ses annonceurs est suffisamment caractéristique pour qu'il soit inutile d'insister plus. Ainsi le projet gouvernemental, en dépit des précautions prises, ouvre la voie à la main-mise des sociétés capitalistes sur la télévision et la radio, qui, par vocation, devraient être des services publics d'information.

Cette main-mise, d'autres pays la connaissent déjà et en connaissent les effets. Aux U.S.A., où de l'avis de tous les spécialistes les programmes sont d'un niveau consternant. En Espagne, où l'on n'hésite pas à interrompre un film pour vanter les mérites de la bière Machin.

Et le comble, c'est que l'on continuera à demander aux téléspectateurs et aux auditeurs, c'est-à-dire en grande majorité aux travailleurs, de financer l'opération. Car le gouvernement n'a pas l'intention de supprimer la taxe. Les travailleurs paieront donc pour que Citroën, Berliet et Palmolive puissent disposer d'un support publicitaire à haut rendement.

J.-P. VIAL.

## QUAND LES BANQUES NATIONALISÉES RACKETTENT LE PETIT COMMERCE

**DES** affichettes et des macarons bleus aux vitrines de 12.000 magasins de la région parisienne signalent l'apparition début novembre d'un nouveau mode de paiement : la « carte bleue » lancée par le Crédit Lyonnais, la Banque nationale de Paris, la Société Générale, le Crédit Commercial de France et le Crédit Industriel et Commercial. Cette carte permettra d'effectuer ses achats sans payer en espèces ni par chèques.

Si le procédé est déjà utilisé dans des secteurs particuliers (hôtels-restaurants essentiellement) par des compagnies étrangères, la nouveauté réside dans l'extension du procédé à l'ensemble du commerce de détail et à la masse considérable des clients des 5 banques.

L'avenir du procédé semble assuré par sa simplicité : sur présentation de la carte il n'y a plus qu'à signer la facture. L'ensemble des factures est comptabilisé chaque mois. Le commerçant a une garantie bancaire couvrant tous les achats jusqu'à la somme de 500 F par client et par jour. Le droit d'inscription est modique : 20 F par an.

L'opération, réservée aux déposants à ressources régulières, apparaît bénévole, simple amélioration du système commercial. Ses dessous n'en sont que plus révélateurs de la manière dont les grands organismes bancaires, nationalisés ou pas, se comportent face à l'ensemble des petits commerçants et s'assurent un meilleur contrôle de l'économie, dès que les moyens techniques le leur permettent.

C'est par l'emploi de moyens toujours plus modernes d'organisation et en particulier les ordinateurs que les banques ont pu s'occuper d'une multitude de petits comptes, de salariés entre autre, qui lui échappaient auparavant. Elles ne manquent pas de s'en servir.

Les banques exigent des commerçants acceptant la carte, 2 % du montant des factures, pour leurs frais plus 1 F par facture, soit en moyen-

ne 3 % du chiffre d'affaire. Les commerçants refusant ce marché vont donc perdre des clients, les autres devront payer. En terme de gangstérisme cela s'appelle un racket. Car pour les banques il n'y a finalement que peu de frais supplémentaires : ils devaient en tout état de cause gérer les comptes-chèques de leurs petits déposants.

Le procédé ne serait déjà pas une mauvaise affaire s'il s'arrêtait là, mais il va plus loin : son content de profiter de l'argent que nous dépensons, les banques vont voir leurs disponibilités croître. En effet les salariés dont la paye atteint ou excède 1.000 F sont payés par virement bancaire ou postal de par la loi. Pour la majorité ils retirent l'essentiel rapidement pour procéder à leurs achats habituels. Avec le nouveau système l'argent restera en possession des banques en passant progressivement du compte individuel au compte des commerçants par un simple jeu d'écriture diminuant la circulation monétaire extérieure aux banques. A l'échelle de dizaines de milliers de déposants l'avantage n'est pas minime et le contrôle bancaire sur l'économie s'en trouve encore accentué.

Bilan de la nouvelle opération-service : reprise d'une partie des bénéfices du petit commerce (faible au départ, mais cela augmentera par la suite), meilleur contrôle des liquidités. Voilà un très bon exemple des rapports qui tendent à s'instaurer entre les petit-bourgeois soi-disant indépendants, du commerce, de l'artisanat et de la campagne, et la grande industrie et la grande banque.

Si le système capitaliste pourrissant les tolère dans une certaine mesure, c'est en leur retirant toute indépendance et en les exploitant comme petits-bourgeois. Il s'assure ainsi une protection sociale et un volant économique dont il s'empresse de se débarrasser en période de crise où lorsqu'ils deviennent trop coûteux : l'exemple des paysans éliminés brutalement est là pour le prouver.

Pierre BERGER.

## Une journée de honte nationale

**"DIMANCHE 29** octobre, soyez généreux, donnez généreusement pour nos vieillards malheureux ». Telle était la propagande gouvernementale faite sur les ondes étatiques pour ce qu'on appelle « la journée nationale des vieillards ».

Cet appel à la charité publique était soi-disant fait pour attirer l'attention du public sur la détresse matérielle et morale où se trouvent un grand nombre de personnes âgées. (En France on compte 7 millions de plus de 65 ans).

Il est vrai que ce n'était pas l'attention du gouvernement que l'on avait besoin d'attirer sur un tel problème, lui qui estime remplir la charge de l'Etat vis-à-vis des vieux citoyens sans ressources en décidant que ces personnes doivent vivre ou plutôt survivre avec 6,03 F par jour (Allocation spéciale + Fonds national de solidarité). Et c'est pour quoi sans doute il n'a pas hésité à patronner cette journée de mendicité !

Mais cet appel à la mendicité nationale retentissait d'une façon particulièrement désagréable aux oreilles des automobilistes pour qui c'est le moment de payer l'impôt supplémentaire de la fameuse « vignette », créée en 56 par Ramadier qui impérativement donnait l'ordre aux automobilistes de venir en aide aux vieux en difficulté, afin de constituer un « Fonds national de solidarité » avec les sommes ainsi recueillies.

Depuis, les automobilistes payent toujours la vignette... les fonds recueillis disparaissent dans les caisses de l'Etat... et les automobilistes assurés sociaux apprennent que ce Fonds national de solidarité est alimenté par des sommes prélevées sur les cotisations revenant au fonctionnement normal de la Sécurité sociale... et que la Sécurité sociale est en déficit... et que le gouvernement met bon ordre à tout cela !

De l'ordre, certes il faudra en apporter, avec un bon coup de balai à cette société, qui à l'époque des records de production, des spoutniks et des voyages dans la Lune, est incapable d'assurer une vie décente aux individus et élève la mendicité au rang d'institution nationale.

# PASSER A L'ACTION

La semaine nationale d'action est passée. Venant après la grève générale de 24 heures du 17 mai, elle a surpris par ses formes et par ses buts.

Par ses formes, qui variaient selon l'entreprise : débrayage, pétition, manifestation, délégation ou tout simplement rien du tout.

Par ses buts, car elle se proposait « d'informer ». Qui ? le Gouvernement ? le patronat ? les travailleurs ? De quoi ? du mécontentement ? de la nécessité de faire abroger les ordonnances ?

Les travailleurs qui ont débrayé pour venir écouter les syndicats attendaient autre chose.

Comme attendaient autre chose les militants syndicaux, qui, venus en délégation à l'Assemblée Nationale, se sont vus lanterner pendant des heures sous l'œil narquois des huisseries et des flics.

Amertume, mécontentement, sentiment légitime que l'on se moque de nous, cela tous les travailleurs le ressentent et ils ressentent aussi la nécessité de répondre aux attaques du Gouvernement.

Et ce qu'ils attendaient des Directions syndicales c'était autre chose que des paroles vagues sur la nécessité de « lutter jusqu'à l'abrogation des ordonnances ». Ils attendaient et ils attendent encore des propositions concrètes d'action, un plan précis d'organisation de la lutte nécessaire.

Voilà des années que l'on nous promet que « l'action ira en s'amplifiant », que les mouvements partiels et catégoriels « préparent un mouvement plus général » qu'il faut « chauffer » d'abord tous les secteurs afin d'atteindre le « point culminant », etc... Voilà des années que l'on ne répond que par des escarmouches aux actions du patronat qui, lui, mène une politique déterminée. Et depuis des années nous avons laissé notre situation se dégrader au point qu'aujourd'hui, pour des salaires qui permettent tout juste de vivre, nous acceptons de faire 47 heures et plus alors que l'on compte déjà 400.000 chômeurs.

Et cet été avec les ordonnances, le Gouvernement s'est attaqué directement à notre niveau de vie et à notre droit de santé. La dérisoire pilule de l'intéressement n'a pas fait avaler le reste. Les ordonnances font partie d'un plan délibéré de la bourgeoisie pour faire payer aux travailleurs les frais de sa lamentable gestion.

Cette fois-ci, il fallait répondre aux coups. Plus question de savoir si les secteurs étaient

## Le « doping » de la F.R.L.E.

La F.R.L.E. (Fabrique Réunie des Lampes Electriques) a mis au point un système qu'elle appelle sans ironie « les scores ». Il s'agit de créer un esprit de compétition entre les différents groupes de travail, comme sur un terrain de baseball, et de faire naître chez chaque ouvrier individuellement la hantise de la production à sortir. Chaque groupe de travail, qui comprend 8 ouvriers doit sortir 2 000 lampes à l'heure. Les « scores » se sont le nombre de lampes faites par chaque groupe. Un grand tableau réuni tous les scores de tous les groupes. Sur l'horizontale y sont inscrites les heures de la journée ; verticalement, les groupes représentés par un numéro. Et, ainsi, heure par heure, chaque groupe est informé de sa production en pourcentage.

Lorsqu'un groupe atteint 90 % de la production, ce chiffre est inscrit en blanc et le groupe correspondant, obtient la prime maximum, qui est de l'ordre de 25 à 30 cts de l'heure. Si un groupe n'atteint pas 90 %, le pourcentage est inscrit en rouge et évidemment la prime diminue. Au-dessus de 90 %,

« chauds » ou tièdes. Le Gouvernement s'était chargé de « chauffer » toute la population laborieuse. Plus question d'espérer arracher des miettes en se battant catégorie par catégorie. L'attaque venait de plus haut, elle intéressait tous les travailleurs.

C'est pourquoi la riposte ne pouvait être, ne peut être que générale.

La semaine nationale d'action n'a même pas posé le problème. En dispersant les mouvements, elle a favorisé la reprise d'actions catégorielles : les P et T un jour, le métro (sur une ligne) un autre, puis les agents de l'Education Nationale... et demain à qui le tour ?

Mais partout où ils ont été appelés à débrayer les travailleurs ont répondu présent. Partout aussi ils ont montré qu'ils étaient prêts à aller plus loin. Il ne faut pas sortir de Polytechnique pour

## Rhodiaceta-Lyon, 6 mois après la grève

Le 25 septembre dernier, la direction Rhodiaceta convoquait une réunion extraordinaire du Comité d'établissement, pour lui annoncer les mesures qu'elle venait de décider concernant l'emploi du personnel. En raison d'une « crise dans le textile », d'un chiffre de vente trop bas, elle était « contrainte » d'institutionnaliser le chômage dans l'entreprise : une semaine toutes les 11 semaines pour le personnel de la fabrication, avec compensation partielle par le Fonds de Soli-

on travail pour la gloire.

Et même si les ouvriers ne se sentent pas particulièrement des sportifs, la prime et les autres ouvriers de la chaîne sont là pour les rappeler à l'ordre. Ainsi, toute la journée les ouvriers travaillent, les yeux fixés sur le tableau, ayant comme hantise, atteindre la norme, augmenter le score.

En plus du tableau journalier, il existe un autre tableau, mensuel celui-là, sur lequel sont portées les moyennes de tout le mois. De ce tableau, il n'y a aucune compensation matérielle à attendre. Il sert en quelque sorte à classer les différents groupes suivant la production moyenne qu'ils ont sorti dans le mois.

Ainsi, la direction utilise toutes les ficelles possibles pour accélérer les cadences. Après la compétition organisée et le classement mensuel en fin de mois, à quand les bons points distribués tous les jours comme à l'école, la croix d'honneur en fin de semaine et le tableau d'honneur individuel pour récompenser les plus brillants éléments ?

M.G.

comprendre qu'il faut répondre aux coups par des coups et que lorsque le Gouvernement frappe fort il faut frapper fort à son tour. Cela, les travailleurs le savent, les militants syndicaux aussi. Alors qu'attendent les Directions pour organiser la lutte indispensable ?

On ne fait pas la grève générale en appuyant sur un bouton. Mais on ne la fait pas non plus en émettant un mécontentement unanime.

La colère des travailleurs est grande. Pour s'exprimer, elle a besoin de perspectives claires. Pour combattre il faut savoir où l'on va, avec qui, comment, et jusqu'où.

Les Etats-majors syndicaux ne peuvent plus s'abriter derrière la « passivité » des travailleurs. Ils ne peuvent plus différer leur réponse. Dans les entreprises, les militants de base qui travaillent et peinent aux côtés de leurs camarades savent eux aussi que le temps est passé des hésitations et des grégréves.

La lutte nécessaire pour l'abrogation des ordonnances condamne définitivement la vieille et dérisoire tactique des grèves tournantes et de harcèlements. Si les Directions syndicales ne le comprennent pas, si elles se refusent de façon ouverte ou voilée à organiser la lutte générale indispensable, alors les travailleurs devront tirer les leçons inévitables. Il y a des moments où l'incapacité et la pusillanimité se changent en trahison.

Editorial  
des bulletins d'entreprise

darité alimenté par le patron. Et pour réduire les frais généraux, baisse de l'horaire (bureaux, laboratoires, etc.) sans aucune compensation. Bilan pour ces derniers : une baisse de salaire de l'ordre de 20 %.

Quelle a été la réaction dans cette entreprise qu'une grève de 6 semaines a ébranlée au mois de mars dernier ? De la part des organisations syndicales, elle s'est réduite à un meeting qui a eu lieu trois jours après la réunion extraordinaire du C.E. En ce moment, il est question de débrayer 2 heures dans la semaine de la Toussaint.

Pourtant, on ne peut pas dire que la combativité des travailleurs de Rhodia soit éteinte, malgré l'épuisement consécutif à la grève de mars. Les ouvriers des 4 x 8, en particulier, ont réagi par un court débrayage général contre les atteintes à leurs « indemnités d'emploi », liées au poste de travail et partie non négligeable de leurs salaires. Et la grève qui a eu lieu dans le cadre de la journée d'action contre les ordonnances a été très bien suivie.

Mais la direction a pris, depuis la rentrée, l'offensive sur toute la ligne. L'atmosphère de travail est très pénible, des pressions permanentes s'exercent sur les vieux travailleurs, surtout les femmes, pour qu'ils partent en retraite anticipée. Et les plannings de chômage apparaissent maintenant dans tous les ateliers, introduisent une complication des horaires quasi-inextricable, une division systématique entre les travailleurs. A propos du débrayage des 4 x 8, la direction a parlé d'action illégale et brandi des menaces de lock out.

Face à cela, les organisations syndicales n'envisagent aucune action d'ensemble et se taisent, intimidées aussi par la crainte du lock out. Le « on les a eus », lancé à la reprise du travail en mars dernier, par le responsable C.G.T. Trioux a fait long feu... Mais ce sont malheureusement les travailleurs qui font les frais de ce cynisme et de la trahison syndicale.

## LA GREVE DES P. ET T. DES 19 ET 20 OCTOBRE AU BUREAU DE PARIS 18°

Les syndicats nous ont fait connaître leur décision de lancer un mot d'ordre de grève par les tracts diffusés le lundi 16 octobre. L'appel n'était d'ailleurs pas le même pour tous les syndicats, la CGT et la CFDT appelant à une grève de 24 heures pour le 19, F.O. de son côté appelant à une grève de 48 heures.

Si la section C.G.T. avait bien convoqué une assemblée du personnel deux jours avant la grève, une véritable discussion sur nos revendications et sur les moyens de les faire aboutir n'en a pas moins jamais eu

chez eux s'égayèrent bientôt dans les bistrotts avoisinants. Et c'est à une vingtaine que nous nous sommes rendus au meeting central à la Bourse du Travail.

Par contre, le lyrisme des secrétaires généraux C.G.T. et C.F.D.T. ne connaissait pas de bornes. Pendant 2 heures, nous avons eu droit à tout le répertoire de ces professionnels de l'estrade.

« Nous engageons une grande lutte jusqu'à satisfaction totale ». « Cette journée portera des coups très durs, aucun répit ne sera laissé



lieu. Parmi les 25 présents à cette réunion (sur un effectif de 600), plusieurs étaient d'avis d'appeler à 48 heures de grève comme F.O. Ce qui n'a pas empêché la C.G.T. de diffuser le mercredi matin un tract affirmant qu'à la réunion de la veille les présents — sans en préciser le nombre — avaient convenu à l'unanimité de maintenir le mot d'ordre de 24 heures.

Quant aux revendications, aussi bien la C.G.T. que la C.F.D.T. et F.O. ne disaient mot sur l'augmentation des salaires, et aucun chiffre ne venait préciser la réduction du temps de travail que nous allions revendiquer.

Le jeudi matin 19 octobre, nous nous sommes retrouvés à environ la moitié de l'effectif du matin à ne pas rentrer au travail. Mais l'ambiance était si morne que ceux qui n'étaient pas tout simplement restés

au gouvernement jusqu'à ce que satisfaction nous soit donnée ».

« Cette grève a déjà donné des résultats puisque les députés vont parler de nos revendications à l'Assemblée Nationale ». Et pour conclure, c'est la grande émotion causée à ces dirigeants syndicaux par le projet du ministre de séparer les Postes des Télécommunications : « Ce serait un divorce dans une famille qui s'entendait bien ».

Le lendemain, nous n'avons été que quelques-uns à suivre F.O. dans sa deuxième journée de grève. Car si nous sommes convaincus que la lutte pour arracher des conditions correctes de travail nécessite plus d'une journée de grève, et même plus de deux, ce ne sont pas des mots d'ordre parachutés par les Fédérations et le langage démagogique des secrétaires généraux qui ont pu nous rendre confiants dans notre force.

### LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

- AERONAUTIQUE :**  
SNECMA Kellermann — Paris XIII<sup>e</sup>.  
SNECMA — Gennevilliers  
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)  
SUD-AVIATION — Courbevoie
- AUTOMOBILES :**  
BERLIET — Lyon-Vénissieux  
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)  
CHAUSSON — Asnières (Seine)  
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel  
PANHARD — Paris  
GENEVE — Ivry (Seine)  
PEUGEOT — Sochaux  
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine  
R.N.U.R. — Général  
R.N.U.R. — Bâtiment C  
R.N.U.R. — Bureaux  
R.N.U.R. — Département 37  
SFA (Indenor) — Dijon  
RENAULT — Flins
- METALLURGIE :**  
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. — Saint-Chamond  
BABCOCK WILCOX — La Courneuve  
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire  
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon  
OLIER — Clermont-Ferrand  
NEYRPIG — Grenoble  
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon  
BRONZAVIA — Courbevoie  
CABLES DE LYON — Lyon  
C.I.T. — Paris-15<sup>e</sup>  
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)  
LA POLYMECANIQUE — Pantin
- CRANE — Lille  
C.S.F. — Levallois (Seine)  
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux  
THOMSON — Gennevilliers (Seine)  
**CHIMIE ET CAOUTCHOUC :**  
KODAK — Vincennes  
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)  
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)  
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois  
MICHELIN — Clermont-Ferrand  
MICHELIN — Bourges  
RHODIACETA — Lyon-Vaise
- SERVICES ET DIVERS :**  
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)  
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13<sup>e</sup>  
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades)  
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris  
ASSURANCES GENERALES — Drouot  
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15<sup>e</sup>  
CHEMINOTS — Gare de Lyon  
Imprimerie DESFOSES — Issy-les-Moulineaux  
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris  
CREDIT LYONNAIS — Levallois  
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris  
B.N.P. — Paris  
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris  
QUAIS ET DOCKS — Marseille  
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy  
URBAINE ET LA SEINE — Paris  
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche  
MAVILOR - Saint-Chamond

## Dans un mois, « Voix Ouvrière » sera hebdomadaire

Le dernier numéro du mois de novembre de « Voix Ouvrière » sera le premier d'une nouvelle série. En effet, c'est à partir de ce numéro que « Voix Ouvrière » cessera d'être bi-mensuel pour devenir hebdomadaire.

Face au capitalisme qui dispose pour imposer son exploitation et son oppression de moyens d'expression considérables par la presse, la radio, la télévision, le cinéma et l'instruction publique, la classe ouvrière, une des premières victimes de cette exploitation et de cette oppression, mais en même temps seule classe sociale historiquement capable de transformer la société, a besoin elle aussi de moyens d'expression.

Les organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont depuis longtemps abandonné la lutte révolutionnaire pour la destruction de la société capitaliste et l'établissement d'une société sans classes.

La presse de ces organisations inscrit toute sa propagande dans le cadre de réformes qu'elle prétend vouloir arracher à la bourgeoisie. Mais l'ère des réformes sociales est définitivement révolue si elle a jamais existé.

Les quelques aménagements que peuvent imposer par ci, par là, les travailleurs au travers de luttes plus ou moins violentes, mais sans perspectives révolutionnaires, sont de plus en plus aléatoires et se payent d'un renforcement des méthodes d'exploitation, d'aliénation au travail et, qui plus est, du sacrifice imposé aux deux tiers de l'humanité de vivre dans la misère, la faim et souvent les horreurs de la guerre.

Malgré l'oppression, malgré l'exploitation, malgré le bourrage de crâne imposé par la force et à grands frais de propagande, les opprimés, les exploités luttent inlassablement. Leur lutte, loin d'être inutile, oblige les classes dirigeantes à une limitation de l'oppression et de l'exploitation. Mais, pour vaincre, les travailleurs ont besoin d'une organisation. Dans chaque pays, ils ont besoin d'un Parti révolutionnaire, à l'échelle mondiale ils ont besoin d'une Internationale, qui organisent, qui coordonnent leurs luttes dans la perspective de la destruction de l'exploitation capitaliste, de la destruction de l'impérialisme pour créer une société d'hommes libres, une société qui ait pour devise : « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ».

Pour se donner un parti, pour reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale, la classe ouvrière a besoin de moyens d'expression. C'est pour participer à cette tâche que depuis 1956, nous nous sommes attachés à publier régulièrement dans les entreprises des bulletins bi-mensuels qui, aujourd'hui, sont au nombre de soixante.

C'est pour participer à cette tâche que depuis décembre 1962, nous avons publié chaque quinzaine « Voix Ouvrière » d'abord sur 4 pages, puis sur 8 pages.

Aujourd'hui, nous franchissons une autre étape de notre lutte. A partir de décembre, « Voix Ouvrière » sera chaque semaine dans les kiosques et aux points de vente de nos diffuseurs.

Bien sûr, « Voix Ouvrière » hebdomadaire, c'est encore très insuffisant, car son rayonnement est modeste. Mais si, aujourd'hui, « Voix Ouvrière », telle qu'elle est, peut paraître chaque semaine, c'est grâce à l'effort de ses militants et sympathisants, c'est grâce à l'appui de ses lecteurs.

Nous ne doutons pas que cet appui aille en s'élargissant.

## A FLINS : BUREAUCRATES CONTRE CLASSE OUVRIÈRE

**AUX usines Renault de Flins, les débrayages organisés par la C.G.T. et la C.F.D.T. au cours de la « semaine d'action » ont rencontré un grand succès parmi les travailleurs, démentant l'opinion trop répandue ici selon laquelle : « A Flins, il n'y a rien à faire » ou « les gars ne bougent jamais ».**

**Pourtant, à Flins comme partout, les ouvriers en ont assez. Assez du renforcement de l'exploitation à l'usine, assez des brimades des chefs. Assez également des attaques gouvernementales contre leurs conditions de vie, contre leur santé. Ils en ont assez surtout, de subir tout cela sans broncher.**

Aussi, les débrayages de deux heures, organisés les jeudi 12 et vendredi 13 octobre offrant l'occasion d'exprimer ce mécontentement profond, remportèrent-ils l'adhésion d'une majorité d'ouvriers. Le vendredi, c'est à près de 5.000 qu'ils se rassemblèrent devant l'usine ; de nombreux hésitants qui ne débrayaient pas d'habitude, étaient sortis. Le soir, la C.G.T. et la C.F.D.T. décidaient de relancer le mouvement le lundi suivant. Selon la C.F.D.T., une manifestation à Mantes-la-Jolie était envisagée.

Le lundi, les grévistes étaient tout aussi nombreux. Au rassemblement, l'enthousiasme des ouvriers montrait qu'ils attendaient quelque chose, et voulaient que cette action trouve un développement, une issue. En débrayant, ils exprimaient leur mécontentement, montraient aux syndicats qu'ils étaient assurés de l'adhésion

des travailleurs, pour peu qu'ils aillent de l'avant.

Au lieu de cela c'est à une querelle des deux syndicats que l'on assiste. Lorsque le représentant C.F.D.T. parla d'aller manifester à Mantes c'est à peine si ceux de la C.G.T. le laissèrent à parler. Puis ils condamnèrent formellement ce mot d'ordre, pourtant approuvé largement par les ouvriers. Pour eux, aller à Mantes, c'était aller « au massacre », car, pensez donc, on rencontrerait là-bas, les C.R.S. ! Le lendemain, un tract C.G.T. répétait que cela « risquait d'entraîner les travailleurs dans une provocation ». Quant aux perspectives de lutte, elles étaient renvoyées aux calendes grecques par le biais de vagues allusions aux « formes nouvelles de lutte », que la CGT proposerait.

Par une telle attitude, les représentants de la CGT signifiaient aux travailleurs qu'il n'était pas question d'engager la lutte pour de bon. Pour eux, la représentation était terminée ; le contingent trimestriel d'heures de grève que tolère la Régie était atteint. Il convenait donc de rentrer travailler : au mois de décembre, la prime passée, on pourrait repartir de débrayage ! Il faut dire que lors d'un meeting, une telle attitude leur valut, de la part des ouvriers, une bordée d'épithètes telle que « vendus » ou « froussards ». Mais peu importe aux dirigeants C.G.T., ils ont bien accompli leur tâche de briseurs de grève.

Le mardi, à l'appel exclusif de la C.F.D.T., à peine 300 ouvriers sortirent. Les travailleurs avaient perdu confiance.

André FROISSANT.

Les Républiques passent, les impôts restent

En 1939, pour faire participer à l'effort de guerre ceux des ouvriers qui avaient la chance de travailler 12 h par jour comme « affectés spéciaux » au lieu d'être envoyés dans la ligne Maginot, M. Paul Reynault institua un impôt cédulaire de 5 % sur les salaires. Cet impôt n'apparait plus sur nos fiches de paie mais il nous est toujours retenu par les patrons pour être versé à l'Etat sous la forme ironique de « charges sociales ». Cet impôt a vaillamment résisté à la 3<sup>e</sup> et à la 4<sup>e</sup> République, il est toujours aussi bien portant sous la 5<sup>e</sup>.

En 1956, M. Ramadier institua la vignette automobile pour venir en aide aux vieux. Les vieux n'en ont jamais touché un sou. La 4<sup>e</sup> République et M. Ramadier sont morts, mais l'impôt se porte bien.

Quant à l'impôt sur le revenu, né lui aussi sous la 3<sup>e</sup> République, il s'est développé, s'est fortifié, aujourd'hui il s'applique surtout aux salaires, seuls « revenus » qui n'ont pas réussi à se camoufler pour échapper à l'impôt.

Directeur de la publication :  
M. SCHREDT  
Distribué par les N.M.P.P.  
Presses Rapides, Paris-18<sup>e</sup>

## ECHOS DES ENTREPRISES

### DANS LES MINES

#### Le mépris

Un ouvrier de la taille-école Bernicourt a eu le pied coincé par une plume. Il dut remonter la taille et partir, aidé par ses camarades, à l'accrochage. Même à la salle de bain, il fut obligé de se laver seul. En fait notre camarade avait le pied fracturé.

On comprend alors les souffrances qu'il a dû endurer pour faire ce trajet. Nous ne comprenons pas que le porion n'ait pas fait ramener une civière. Au lieu de leur apprendre à faire produire plus de charbon, on pourrait leur apprendre quelques notions de secourisme.

En fait, pour les Houillères, nous ne sommes que du bétail humain.

#### Est-ce la modernisation ?

A 800, il existe dans les nouveaux

travaux un emballage qui devrait marcher à l'air comprimé. Mais depuis un certain temps, pour emballer, débaler, il faut pousser les berlines à bras. Pourtant le directeur est venu faire une visite et connaît très bien le problème. Mais jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de changement. Est-ce un travail pour les emballeurs qui sont presque tous des handicapés physiques ? S'il appelle cela du travail léger !

C'est à vous, camarades emballeurs, de refuser de travailler dans de telles conditions et nous sommes certains que la direction ferait diligence pour réparer l'emballage.

(Extrait du n° 33 de la V.O. Foce Dechy.)

#### A LA C.A.F.L.

#### Drôles de syndicalistes

A Saint-Etienne, la journée d'action prévue pour le jeudi 12 octobre

comme dans toute la Loire a été déplacée d'un jour, parce que le jeudi en question, Benoit Frachon, secrétaire général de la C.G.T. se trouvait en déplacement à Saint-Etienne pour présenter le livre qu'il a sorti dernièrement.

A Lyon, des débrayages et des délégations étaient prévus pour mardi et jeudi, mais, il ne devait rien se passer le mercredi, car Benoit Frachon s'y trouvait.

Drôle de syndicalistes que les débrayages et manifestations de toute sorte gênent. S'il se sentait réellement du côté de la classe ouvrière, plutôt que de faire du commerce avec son livre, il aurait saisi l'occasion de larges manifestations pour venir nous parler directement.

(Extrait dn n° 97 de la V.O. C.A.F.L.)

## PERMANENCES

### ★ PARIS :

V<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

X<sup>e</sup> arrondissement : au siège de VOIX OUVRIÈRE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10<sup>e</sup>.

XI<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « L'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 h.

XIV<sup>e</sup> arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Or-

léans : le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.

XV<sup>e</sup> arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

XVIII<sup>e</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 h.

### ★ BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place, Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 18 h à 19 h.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le jeudi, de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

### ★ PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, tous les vendredis de 17 h à 19 h.

LYON. — Cfé « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8<sup>e</sup>, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, le vendredi de 12 h à 14 h.

— « Bar du Pont » 90, rue Fontgière, le vendredi de 12 h à 14 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h. — Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl.

gare), les jeudis 2 novembre et 16 novembre de 18 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta les vendredis 3 et 17 novembre de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 2 novembre et 16 novembre de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOCHAUX. — Café de la Gare, samedi 11 novembre, de 13 h à 14 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.